



Rapport sur la sûreté des travailleurs humanitaires 2025

Sans défense : La sûreté des travailleurs
humanitaires face à l'effondrement du
financement de l'aide humanitaire

Humanitarian Outcomes

Résumé des principales conclusions

- ▶ 2024 a été une nouvelle année record en termes de décès de travailleurs humanitaires, avec 383 humanitaires tués dans des incidents violents.
- ▶ En outre, 308 travailleurs humanitaires ont été gravement blessés, 125 ont été enlevés et au moins 45 ont été arrêtés ou détenus.
- ▶ Au cours du premier semestre 2025, la recrudescence de la violence s'est poursuivie sans relâche, le nombre d'incidents et de décès ayant déjà plus que doublé par rapport aux totaux annuels enregistrés au cours de la plupart des années précédant 2021.
- ▶ La plupart des décès sont survenus à Gaza, suivie du Soudan, du Liban, de l'Éthiopie et de la Syrie. Parmi les autres contextes à fort taux d'incidents, citons le Soudan du Sud, le Nigeria, la République démocratique du Congo, la Somalie, l'Ukraine, le Myanmar, le Yémen, le Burkina Faso, le Mali et le Cameroun.
- ▶ Ces chiffres reflètent non seulement l'intensité de la violence dans les conflits armés, mais aussi un net désengagement des États vis-à-vis des normes du droit international humanitaire et un détachement du public et des gouvernements à l'égard de l'action humanitaire.
- ▶ En janvier 2025, le gouvernement des États-Unis d'Amérique, autrefois le plus grand donateur d'aide au monde, a brusquement gelé puis réduit ses contributions humanitaires, supprimant ainsi environ un tiers des ressources mondiales consacrées à ce secteur.
- ▶ En réduisant leurs programmes et leur personnel, les organisations humanitaires sont confrontées à des risques accrus en matière de sûreté, avec une diminution des fonds et des capacités pour les atténuer, ce qui expose le personnel humanitaire à un danger encore plus grand.
- ▶ Des rapports anecdotiques provenant de multiples contextes établissent un lien direct entre la fermeture et la réduction des programmes avec des incidents de sûreté, notamment des attaques perpétrées par d'anciens employés mécontents, des manifestations communautaires contre la perte de services et l'exploitation des griefs locaux par des acteurs armés.
- ▶ La disponibilité de données de qualité nécessaires à l'analyse de la sûreté est désormais à risque, car l'USAID jouait un rôle prépondérant dans le financement du soutien à la collecte et à l'analyse de données dans l'ensemble du secteur.
- ▶ Les coupes dans les effectifs du personnel et dans les fonctions de soutien technique, ainsi que d'autres adaptations opérées par les organisations, telles que la mise en commun des ressources et l'adoption de mesures informelles de coordination en matière de sûreté, reflètent une tendance à la déprofessionnalisation de l'action humanitaire, à mesure que la fuite des compétences s'accélère et que les progrès durement acquis au cours de la dernière décennie se perdent.
- ▶ L'élan diplomatique récent, notamment l'adoption de la résolution 2730 (2024) du Conseil de sécurité des Nations Unies, est encourageant, car il témoigne d'une attention politique renouvelée à l'égard de l'ampleur de la violence contre les humanitaires et de la reconnaissance du fait que le respect du droit international humanitaire est mis à rude épreuve.



L'Aid Worker Security Database (AWSDB) (Base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires) enregistre les principaux incidents de sûreté touchant le personnel humanitaire. Il s'agit notamment de :

- meurtres
- enlèvements (d'une durée supérieure à 24 heures)
- blessures graves
- viol et agression sexuelle
- nouvelle catégorie : arrestations et détentions (d'une durée supérieure à 24 heures).

Ce rapport est basé sur des statistiques d'incidents vérifiés provenant de l'Aid Worker Security Database (AWSDB) (Base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires) et sur des entretiens avec 24 experts humanitaires.

Pour plus d'informations et pour lire les rapports précédents, visitez :

<https://www.aidworkersecurity.org/reports>

Introduction

Tableau 1 : Attaques majeures contre des travailleurs humanitaires : statistiques sommaires, 2015-2024

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Nombre d'incidents	157	166	162	233	279	287	277	248	420	599
Nombre total de travailleurs humanitaires victimes d'attaques	297	298	322	413	484	489	482	460	617	861
Total tués	111	109	140	131	125	117	141	118	293	383
Total blessés	110	99	103	147	234	242	203	146	210	308
Total enlevés*	71	89	73	132	123	128	127	195	95	125
Total arrêtés/détenus**	5	1	6	3	2	2	11	1	19	45
Victimes internationales	30	43	28	29	27	25	23	24	27	27
Victimes nationales	267	255	294	384	457	464	459	436	590	834
Personnel de l'ONU	45	71	48	70	37	58	55	76	241	210
Personnel d'ONG internationales	173	161	115	188	261	229	211	178	198	247
Personnel d'ONG nationales	43	43	85	130	156	172	195	184	123	298
Mouvement de la Croix-Rouge / du Croissant-Rouge***	33	21	74	25	16	28	11	9	51	100

* Survivants, ou statut inconnu

** Nouvelle catégorie, données des années précédentes incomplètes

*** Comprend le personnel du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et des sociétés nationales

Le rapport sur la sûreté des travailleurs humanitaires de cette année intervient à un moment crucial pour l'aide humanitaire internationale et à un moment où la violence à l'encontre des humanitaires connaît un nouveau pic alarmant. L'édition 2025 – notre quinzième depuis le début du suivi des données – a failli ne pas voir le jour après que l'Aid Worker Security Database (AWSDB) (Base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires) ait perdu son financement du gouvernement américain à la suite du démantèlement de l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID). La crise financière qui secoue actuellement le secteur s'ajoute à l'escalade des conflits et à une forte érosion du respect des normes humanitaires et des lois de la guerre par les acteurs étatiques, amplifiée dans certains endroits par des campagnes de dénigrement publiques contre les organisations humanitaires.

Les conflits à Gaza et au Soudan continuent de faire le plus grand nombre de victimes parmi les travailleurs humanitaires, mais les incidents ont également augmenté dans d'autres contextes, avec des chiffres historiquement élevés au Burkina Faso, en République démocratique du Congo (RDC), au Liban, au Nigeria, en Somalie, en Ukraine et au Yémen.

La perte de financement, des capacités de gestion des risques de sécurité et, dans certains endroits, de l'acceptation par la population, ont exposé les travailleurs humanitaires à des risques accrus. Des récits anecdotiques et certains rapports officiels indiquent un lien direct entre les réductions des programmes et les incidents violents. Dans le même temps, la surveillance des incidents est devenue plus difficile, car les prestataires de données et d'analyses sont confrontés à de sévères réductions budgétaires. Les organisations humanitaires signalent qu'elles doivent réduire leurs effectifs chargés de la sûreté, leurs capacités de communication et d'autres soutiens essentiels, ce qui les oblige à faire des choix difficiles entre accepter une exposition accrue aux risques ou abandonner les communautés.

Face aux mauvaises nouvelles de la recrudescence de la violence et du déclin du soutien à l'action humanitaire, une évolution encourageante a été observée sous la forme d'une série d'initiatives diplomatiques visant à protéger les travailleurs humanitaires. Pour la première fois, la résolution 2730 (2024) du Conseil de sécurité des Nations Unies ne se contente pas de condamner les attaques contre les humanitaires, mais appelle également à l'obligation de rendre des comptes et à la réparation judiciaire, offrant ainsi une lueur d'espoir dans une période autrement sombre pour l'action humanitaire.

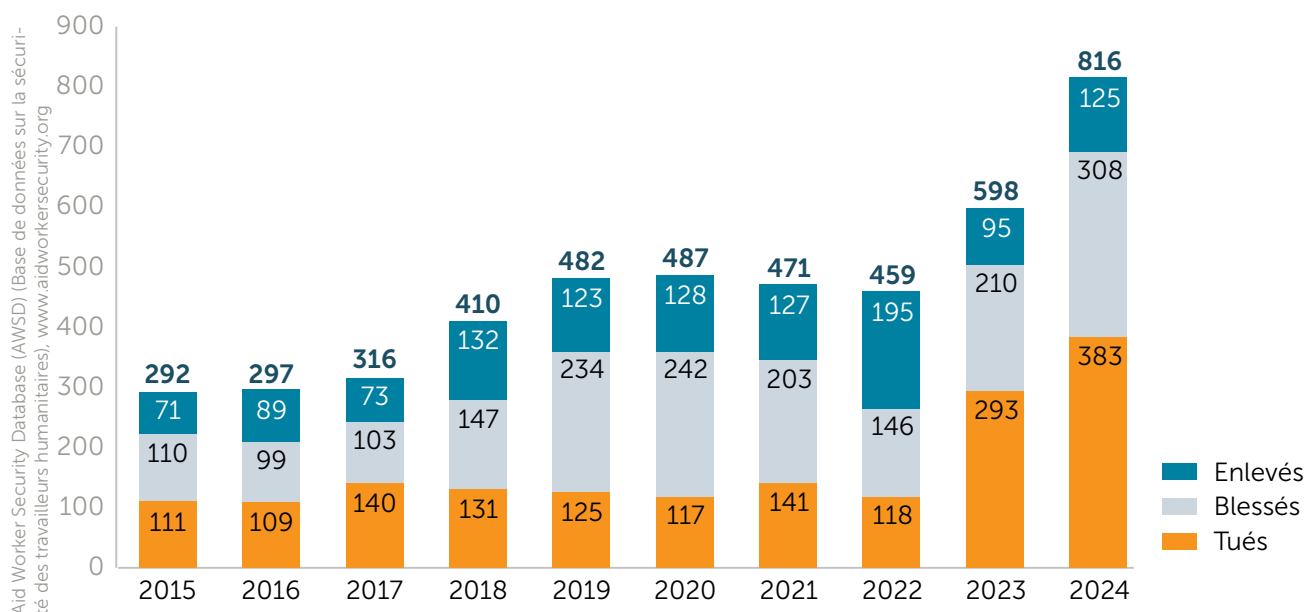
1.1 Une recrudescence continue de la violence

Les attaques contre les travailleurs humanitaires se sont fortement intensifiées en 2024 (et au cours du premier semestre 2025), de même que le nombre de victimes et de décès.

L'AWSO a enregistré un record historique de 568 incidents violents majeurs contre des travailleurs humanitaires (meurtres, enlèvements et blessures) en 2024, soit une augmentation de 36 % par rapport à 2023. Il s'agissait de la deuxième année consécutive où des records ont été enregistrés tant pour le nombre de victimes que pour le nombre de décès, qui ont augmenté respectivement de 37 % et 31 %.

Des incidents violents majeurs se sont produits dans 40 pays en 2024, soit une augmentation par rapport aux 33 pays recensés en 2023. Si l'on inclut les arrestations et les détentions effectuées par des autorités étatiques, le nombre de pays passe à 42, ce qui souligne à la fois l'étendue géographique de l'insécurité et le rôle croissant des acteurs étatiques dans l'entrave aux opérations humanitaires. (Voir la section 1.3 pour plus d'informations sur les arrestations et les détentions – une nouvelle catégorie de suivi dans l'AWSO).

Figure 1 : Travailleurs humanitaires victimes de violences majeures, 2015-2024



La violence n'a montré aucun signe de relâchement au cours du premier semestre 2025. Au 30 juin, les données préliminaires laissent présager que les chiffres sont en passe de battre à nouveau des records, sauf si des changements radicaux surviennent dans le déroulement des conflits ou dans le comportement des acteurs étatiques. Les quelque 230 travailleurs humanitaires tués au cours des six premiers mois de 2025 représentent déjà un bilan plus lourd que celui enregistré pour chacune des années précédant 2023. Sept contextes (République centrafricaine [RCA], RDC, Haïti, Iran, Mali, Soudan du Sud et Yémen) ont connu plus de décès depuis le début de l'année que ceux enregistrés au cours de l'année 2024.

1.2 Les contextes les plus dangereux pour l'action humanitaire

Gaza reste le contexte opérationnel le plus mortel tant pour les bénéficiaires que pour les prestataires d'aide. Au total, 181 travailleurs humanitaires ont été tués à Gaza en 2024, portant le nombre total de décès de travailleurs humanitaires depuis le début de la guerre à 357 à la fin de 2024, et à plus de 500 à la fin du mois de juin 2025. Le nombre de victimes des bombardements aériens et des tirs d'artillerie est resté constant au cours des quatorze premiers mois du conflit, mais le nombre de victimes des tirs d'armes à feu a quadruplé entre la fin de 2023 et la fin de 2024.

L'extension du conflit israélo-palestinien a causé l'année dernière 20 morts au Liban, victimes de bombardements aériens, de tirs d'artillerie et de tirs croisés, lors de l'escalade du conflit dans toute la région.

La guerre civile au Soudan s'est poursuivie en 2024, perpétuant la plus grande crise humanitaire au monde, avec environ 30 millions de personnes touchées. Le Soudan a enregistré le deuxième plus grand nombre de victimes parmi les travailleurs humanitaires, dont 60 ont été tués, soit un nombre plus élevé que dans tout autre contexte, à l'exception de Gaza, pour toutes les années enregistrées jusqu'à présent. Le Soudan a enregistré 89 victimes de violences en 2024, mais les incidents sont probablement sous-déclarés et, en raison de l'intensité du conflit et de la dépendance à l'égard des acteurs locaux, le nombre réel de blessés et d'enlèvements est probablement beaucoup plus élevé. Le ciblage des bénévoles locaux dans les salles d'urgence et les cuisines communautaires a persisté, les Forces armées soudanaises (SAF) considérant ces travailleurs humanitaires comme des opposants politiques et les soumettant à des manœuvres de harcèlement, et à des détentions arbitraires. Selon une ONG soudanaise, l'absence de loi et d'ordre dans les zones contrôlées par les Forces de soutien rapide (FSR) a conduit à des violences arbitraires de la part d'individus armés, ce qui crée de graves risques pour les humanitaires qui se rendent dans des endroits peu familiers, où les forces de contrôle présumant souvent des intentions hostiles.

Depuis sa première pleine année d'existence en 2012, le Soudan du Sud figure régulièrement parmi les cinq pays les plus dangereux pour les travailleurs humanitaires, avec 870 victimes au cours des treize dernières années, soit le total le plus élevé de tous les contextes enregistrés. Malgré une baisse du nombre de victimes entre 2023 et 2024, la persistance des vols à main armée et des embuscades contre les convois humanitaires a maintenu le Soudan du Sud au troisième rang des contextes ayant le nombre de victimes le plus élevé en 2024, avec une diminution du nombre de décès parmi les travailleurs humanitaires, mais une augmentation des enlèvements et du crime organisé.

Le Nigeria a connu une augmentation significative de tous les types de victimes (tuées, blessées, enlevées) entre 2023 et 2024, avec 12 décès contre seulement deux l'année précédente. L'insurrection en cours et les activités criminelles incessantes ont fait des embuscades routières le théâtre d'attaques le plus courant, avec des tirs d'armes légères et des agressions en hausse comme types de violence. Dans plusieurs régions, le nombre d'enlèvements et de vols violents commis dans des résidences privées a augmenté par rapport aux années précédentes, soulignant les risques croissants d'attaques ciblées.

En Éthiopie, les attaques contre les travailleurs humanitaires lors de leurs déplacements par route ont augmenté, principalement dans la région d'Amhara, entraînant une hausse des enlèvements et des victimes de tirs d'armes légères. La plupart des embuscades ont visé des véhicules et des convois humanitaires clairement identifiés, les acteurs armés ayant étendu leurs attaques contre les voies de transport à davantage de régions du pays que les années précédentes.

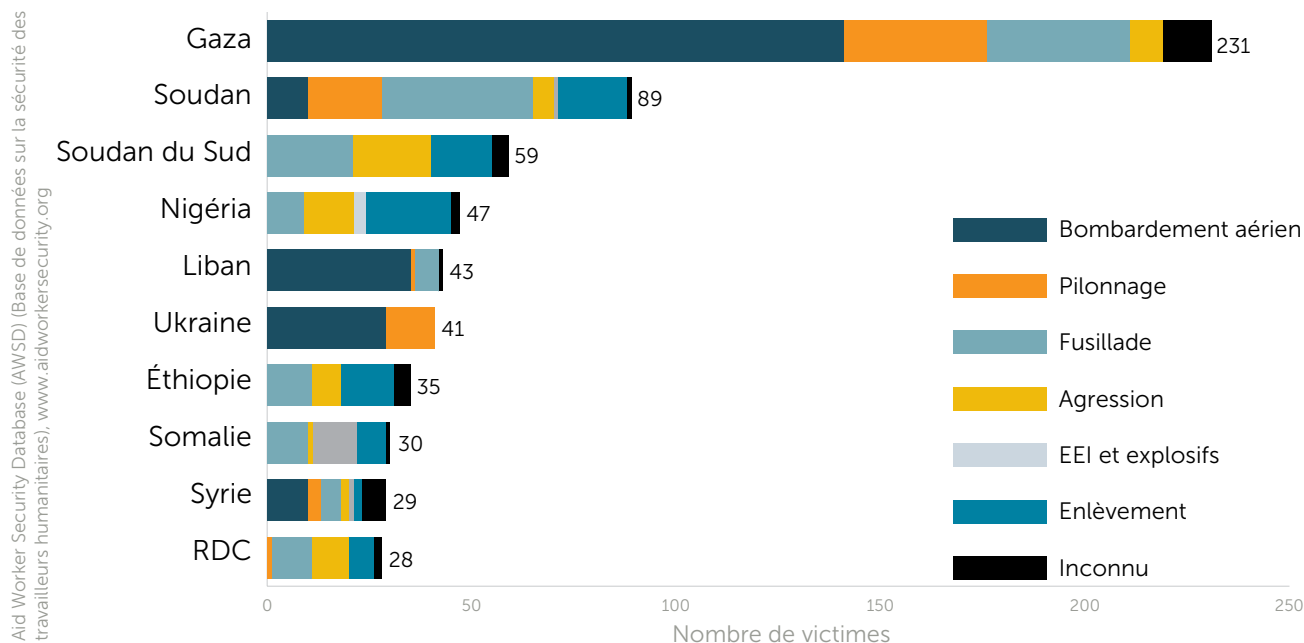
En RDC, le nombre d'attaques violentes individuelles a triplé au Nord-Kivu en 2024 et est resté constamment élevé au Sud-Kivu et en Ituri, avec une augmentation des tirs ciblés et des agressions dans les résidences privées et les espaces publics. Le Mouvement du 23 mars (M23) est responsable de la plupart des incidents de sûreté qui ont affecté les travailleurs humanitaires en 2024, mais les autorités de l'État ont également entravé les opérations d'aide en détendant au moins six travailleurs humanitaires.

En 2024, la Somalie a enregistré le plus grand nombre d'incidents individuels au cours des 10 dernières années, avec 9 morts, 14 blessés et 7 enlèvements. Les tirs d'armes légères, les engins explosifs improvisés placés en bordure de route et les enlèvements ont été les méthodes les plus couramment utilisées, le nombre d'attaques attribuées à Al-Shabaab ayant augmenté de 18 % par rapport à 2023.

Après deux années de réduction du nombre de victimes parmi les travailleurs humanitaires en Syrie, les chiffres ont de nouveau augmenté en 2024, car la chute du régime Assad et les hostilités en cours dans les zones contestées ont conduit à un conflit plus intense qui a affecté les opérations humanitaires dans le nord et le centre du pays.

Le nombre d'attaques aériennes sur les zones peuplées et les infrastructures civiles en Ukraine a augmenté en 2024, blessant et tuant plus de travailleurs humanitaires qu'en 2023. Les attaques aériennes russes contre les sites de distribution d'aide humanitaire ont considérablement augmenté, démontrant les violations répétées et croissantes du droit international humanitaire dans le conflit.

Figure 2 : Les 10 pays ayant fait le plus de victimes, avec les moyens d'attaque



1.3 Tendances tactiques

Les frappes aériennes sont restées la principale cause de décès des travailleurs humanitaires, avec 163 victimes, principalement à Gaza, au Liban et en Ukraine. Cependant, les armes légères ont également causé de nombreuses pertes humaines (103) et ont été le moyen de violence le plus courant en RDC, au Soudan du Sud et au Soudan.

Le nombre d'enlèvements de travailleurs humanitaires a de nouveau augmenté en 2024, après avoir diminué l'année précédente. L'AWSDB a recensé 125 travailleurs humanitaires enlevés dans 16 pays. Les pays du Sahel et du bassin du lac Tchad dominent cette liste (Mali, Nigeria, Burkina Faso, Cameroun), reflétant les modes opératoires habituels des acteurs armés non étatiques qui recourent aux enlèvements pour exercer des pressions ou se livrer à des extorsions. Le Soudan, le Soudan du Sud et l'Éthiopie ont également connu une augmentation des enlèvements dans les zones contestées ou en transition.

Nouvelle catégorie de l'AWSDB : Arrestations et détentions

Le nombre croissant d'arrestations et de détentions de travailleurs humanitaires par les autorités locales et étatiques a incité l'AWSDB à commencer à suivre ces incidents en tant que catégorie distincte en 2025. Souvent utilisées comme moyen de harcèlement et de contrôle, ces détentions peuvent s'accompagner de violences physiques et être aussi traumatisantes sur le plan psychologique que les enlèvements criminels. Plusieurs organisations humanitaires ont constaté que les détentions concernent désormais un plus grand nombre de leurs employés – et mobilisent davantage leurs efforts en matière de gestion des risques de sécurité – en comparaison avec ceux liés aux enlèvements au cours des dernières années. Par exemple, la consolidation du pouvoir par les autorités Houthis de facto au Yémen a entraîné un nombre sans précédent de détentions de personnel humanitaire dans tout le pays en 2024. Dans la majorité des détentions enregistrées par l'AWSDB l'année dernière, le personnel a été appréhendé dans les bureaux de l'organisation ou des sites de projet, ce qui témoigne d'un effort concerté alarmant de la part des autorités de l'État pour cibler et harceler spécifiquement les travailleurs humanitaires.

1.4 Une « localisation » croissante de l'insécurité

Près de la totalité (97 %) des travailleurs humanitaires tués en 2024 étaient des ressortissants du pays en crise où ils travaillaient, ce qui correspond au fait que le personnel national a toujours constitué la grande majorité du personnel humanitaire et, par conséquent, des victimes. Ce qui est nouveau, en revanche, c'est la répartition par employeur. Au cours des trois dernières années, la montée en flèche de la violence s'est accompagnée d'un changement marqué du profil d'affiliation : les travailleurs humanitaires les plus touchés sont désormais ceux qui sont employés par des ONG nationales, tandis que la proportion de victimes issues d'organisations internationales, en particulier d'ONG internationales, a considérablement diminué. La principale exception est Gaza, où l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), en tant que principal intervenant de facto, a employé la plus grande partie du personnel humanitaire.

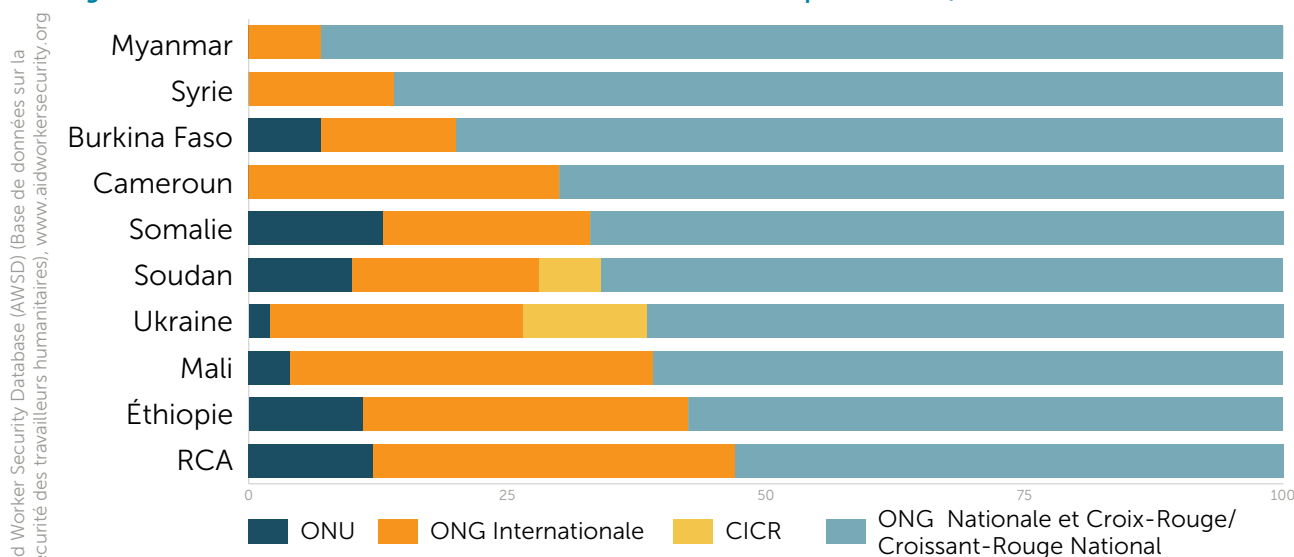
Le transfert du risque, et des victimes, des organisations humanitaires internationales vers les organisations locales était particulièrement flagrant dans les contextes où la présence internationale était fortement limitée en raison de l'une ou plusieurs des conditions suivantes :

- hostilité de l'État hôte et obstacles bureaucratiques à l'aide (Éthiopie, Burkina Faso)
- détérioration du sentiment public et diminution de l'acceptation des organisations humanitaires internationales (Cameroun, Mali)
- de vastes zones où les autorités gouvernementales ont interdit aux organisations humanitaires de travailler ou lorsque de violents combats et une insécurité extrême les tiennent à distance (Myanmar, Soudan, Ukraine)
- le manque de financement et l'insécurité chronique entraînant le retrait complet ou l'éloignement des organisations internationales (Syrie, Somalie, RCA).

Cette réduction de la présence humanitaire internationale a également rendu les acteurs humanitaires qui restent encore plus vulnérables aux campagnes de désinformation ciblées, qui peuvent attiser la méfiance des communautés et accroître les risques de sécurité.

Une nouvelle étude sur les médias sociaux au Sahel révèle des sentiments négatifs croissants qui sont "accusateurs" et "anti-aide" depuis la fermeture de l'USAID¹. L'hostilité envers le secteur de l'aide visible en ligne se traduit dans la réalité pour les nombreuses organisations internationales qui ont récemment vu leurs opérations suspendues au Burkina Faso, au Niger et ailleurs au Sahel. La suspension généralisée des acteurs internationaux laisse les organisations locales comme seule ressource pour les communautés vulnérables, qui, comme l'ont montré des études antérieures, ne disposent souvent pas des ressources nécessaires pour assurer les fonctions de sûreté dont elles ont besoin.²

Figure 3 : Affiliation des victimes dans les contextes d'insécurité les plus localisés, 2024



¹ Aperçu de l'insécurité. (16 juillet 2025). *Suivre les récits d'aide sur les médias sociaux : Tendances émergentes au Sahel*. <https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/07/15.-Tracking-Aid-Narratives-on-Social-Media.-Emerging-Trends-in-the-Sahel-1.pdf>

² Global Interagency Security Forum (GISF) et Humanitarian Outcomes. (2024). *État de la pratique : L'évolution de la gestion des risques de sécurité dans l'espace humanitaire*. https://humanitarianoutcomes.org/security_risk_mgmt_humanitarian_space_2024

La localisation de l'action humanitaire - et le soutien aux capacités locales pour une réponse humanitaire indépendante - est depuis longtemps l'objectif déclaré du secteur de l'aide internationale. Cependant, la montée de l'insécurité et la baisse des financements se sont conjuguées pour créer une localisation par défaut, déplaçant matériellement l'exposition au risque vers les organisations nationales, qui ont traditionnellement reçu le moins de ressources pour assurer la sécurité de leur personnel.

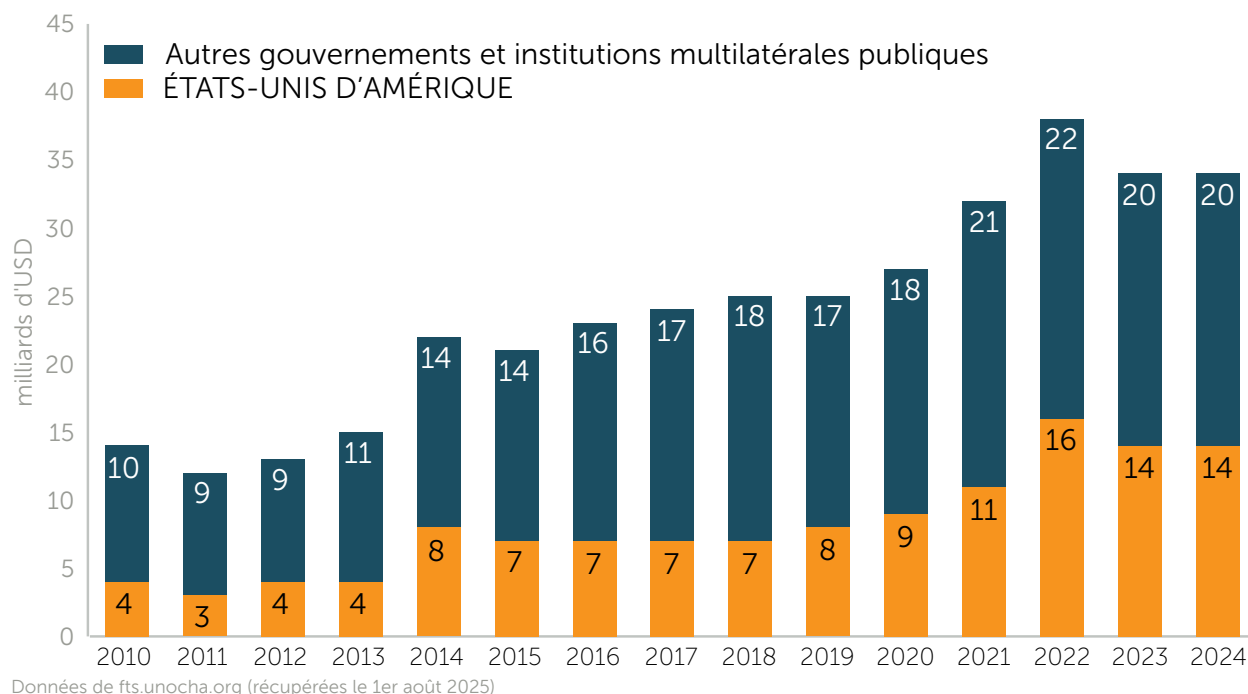
Un responsable des risques de sécurité d'une ONG internationale a déclaré que son organisation envisageait une série d'options en réponse à la crise du financement, notamment la cession des bureaux nationaux et/ou d'une grande partie de leurs programmes à des partenaires locaux. Ils ont toutefois précisé que cela comportait un risque supplémentaire pour les organisations locales. « Si nous optons pour une localisation totale, nous assisterons à une augmentation massive du nombre d'incidents, car ils disposent toujours de moins de ressources ; si nous ne trouvons pas un moyen de les soutenir, nous assisterons à une augmentation du nombre de décès. »

2 La crise du financement de l'aide humanitaire en 2025

Le 20 janvier 2025, le nouveau président des États-Unis d'Amérique, Donald Trump, a publié un décret visant à geler la quasi-totalité du financement de l'aide et du développement à l'étranger par les États-Unis d'Amérique. Cette décision inattendue a bouleversé le secteur de l'aide, car les organisations et les programmes financés par l'USAID ont brusquement cessé leurs activités, ce qui a affecté des millions de bénéficiaires de l'aide dans le monde entier. Au cours des mois qui ont suivi, l'administration a annulé plus de 80 % des projets d'aide financés par l'USAID, l'institution vieille de 63 ans ayant été effectivement dissoute et son personnel licencié, le petit reste ayant été absorbé par le département d'État américain.

De loin le plus grand donateur humanitaire, représentant plus d'un tiers de toutes les contributions humanitaires la plupart des années, les États-Unis d'Amérique ont historiquement servi de colonne vertébrale au système d'aide humanitaire international. La réduction de ce financement de base, suivie par des réductions de la part d'autres grands donateurs humanitaires tels que l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France et les Pays-Bas, a commencé à démanteler la capacité de réponse mondiale et laissera des millions de personnes sans assistance vitale. Elle affecte également de manière disproportionnée l'échafaudage de l'aide humanitaire, puisque l'USAID a été l'un des principaux bailleurs d'éléments tels que la logistique et le transport, y compris le Service aérien humanitaire des Nations unies (UNHAS), les services de coordination tels que ceux fournis par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA), et les données et analyses, y compris les évaluations des besoins et les données sur la sûreté.

Figure 4 : Part des États-Unis d'Amérique dans le total des contributions humanitaires des donateurs publics, 2010-2024



En plus de l'échafaudage de soutien, le secteur risque de perdre les normes opérationnelles, l'expertise technique et les capacités de formation professionnelle durement acquises, ce qui compromet la sécurité opérationnelle à un moment où le travail d'aide n'a jamais été aussi dangereux.

2.1 Impacts sur l'organisation : Réduction des effectifs et clôture des programmes

Si les réserves ont permis à certaines grandes agences internationales de différer des réductions immédiates, le secteur a été massivement touché. L'impact se fera pleinement sentir en 2025-2026, lorsque les organisations auront épuisé leurs mesures d'urgence. Les agences humanitaires des Nations unies et plusieurs grandes ONG internationales ont déjà annoncé d'importantes réductions de personnel (des dizaines de milliers de professionnels licenciés dans l'ensemble du secteur), des fermetures de programmes nationaux et la suppression de domaines fonctionnels entiers dans les portefeuilles de programmation³

L'USAID était le principal bailleur de fonds d'un grand nombre d'ONG humanitaires - représentant plus de la moitié des budgets de nombreuses organisations basées aux États-Unis. D'autres, même celles qui ne sont pas directement financées par les États-Unis, sont néanmoins touchées, car les anciens partenaires de l'USAID se tournent vers le même groupe limité de donateurs pour combler le déficit. La concurrence pour des ressources réduites est devenue intense, selon les hauts fonctionnaires interrogés dans le cadre de ce rapport, l'un d'entre eux observant qu'« aucune organisation n'est vraiment stable » dans l'environnement actuel.

Les organisations nationales et locales et les réseaux communautaires ont été les plus touchés par les réductions sectorielles. Les ressources étant concentrées au sommet du système humanitaire international, les déficits de financement touchent naturellement en premier lieu et le plus profondément les communautés. Une enquête informelle menée auprès de 284 ONG nationales et diffusée par la Global Database of Humanitarian Organisations (GDHO- Base de données mondiales des organisations humanitaires) en février 2025 a révélé que 79 % d'entre elles ont signalé des fermetures de programmes dues à la suppression du financement de l'USAID dans 41 pays différents⁴ Ce départ global des communautés vulnérables du jour au lendemain a placé les acteurs locaux dans une position où ils continueront à faire face à des risques et des menaces croissants.

³ Voir : Loy, I. (6 mars 2025). Pourquoi les ONG réduisent-elles leur personnel plus rapidement que les Nations unies ? The New Humanitarian. <https://www.thenewhumanitarian.org/newsletter/2025/03/06/inklings-why-are-ngos-cutting-staff-faster-un> ; et Conseil international des agences bénévoles (ICVA). (2025). L'impact de la suspension du financement américain. Résultats de l'enquête de l'ICVA. <https://www.icvanetwork.org/uploads/2025/02/Impact-of-US-Funding-Suspension-Survey-Results-ICVA.pdf>

⁴ Humanitarian Outcomes (n.d.) Base de données mondiale des organisations humanitaires. Consulté le 8 août 2025 sur <https://humanitarianoutcomes.org/projects/gdho>

2.2 Impact sur la gestion des risques de sécurité

La gestion des risques de sécurité pour les opérations humanitaires a évolué au cours des deux dernières décennies pour devenir une fonction technique spécialisée, essentielle pour permettre l'accès humanitaire dans les crises les plus graves et de grande insécurité. Elle est également coûteuse, car elle dépend d'un personnel qualifié (donc de la formation) et d'équipements permettant de sécuriser les communications, les installations et les transports. La perte de financement, la concurrence pour les ressources limitées restantes et la fuite des cerveaux des professionnels de la sûreté humanitaire menacent aujourd'hui d'éroder une grande partie des progrès réalisés dans ce domaine, risquant ainsi de revenir à une époque où la sécurité était considérée comme une réflexion après coup ou comme un ajout discrétionnaire.

Les organisations dépendent d'un financement flexible pour maintenir ces fonctions transversales, qui sont souvent financées par des frais généraux ainsi que par des lignes budgétaires directes pour la sûreté. L'USAID avait développé une approche avancée du soutien à la sûreté des partenaires et s'était distinguée par des taux généreux de recouvrement des coûts indirects (frais généraux) qui ont permis à ses partenaires financés de développer de solides capacités de gestion des risques de sécurité. Comme l'a expliqué une ONG internationale interrogée : « L'USAID représentait 40 % de notre budget, mais sa perte a eu un impact sur 75 % de notre organisation en raison de la flexibilité de son financement. »

La perte de liquidités a nécessité de procéder rapidement à des restrictions considérables dans les activités transversales. Toutes les organisations interrogées ont fait état de suppressions de postes dans le domaine de la sûreté, et au moins une d'entre elles a perdu l'ensemble de la couche régionale de son équipe mondiale de gestion des risques de sécurité en fermant les bureaux régionaux qui fournissaient auparavant une assistance technique, des analyses et des capacités de renfort en matière de sûreté aux bureaux nationaux.

Les organisations humanitaires ont réduit leur présence opérationnelle dans de nombreux contextes, ce qui compromet l'accès humanitaire et la sûreté des communautés. Les organisations internationales se concentrent sur la préservation de leurs ressources en matière de sûreté dans les contextes d'insécurité les plus graves où elles continuent de travailler, tels que Gaza, le Soudan, Haïti et le Myanmar, et les réduisent ailleurs.

La région de l'Amérique latine a été particulièrement touchée par de nombreuses organisations humanitaires internationales en raison du rôle historiquement prépondérant des États-Unis d'Amérique dans le financement des projets d'aide dans cette région. Les personnes interrogées ont indiqué avoir dû supprimer des postes dans le domaine de la sûreté dans toute la région, laissant souvent plusieurs bureaux de pays avec uniquement un appui à distance en matière de gestion des risques de sécurité.

De nombreuses ONG nationales et locales ne disposaient déjà pas de postes à plein temps dédiés à la sûreté en raison de la rigidité du financement et des faibles frais généraux qu'elles reçoivent généralement de leurs partenaires financiers internationaux, et les réductions drastiques dans le financement alloué au secteur ont rendu cette capacité encore plus inaccessible. Comme l'a fait remarquer un membre du personnel d'une ONG nationale : « Auparavant, des visites de terrain conjointes étaient effectuées avec d'autres organisations... Cela ne se fait plus, soit parce que les organisations ne sont plus présentes sur le territoire, soit parce que c'est devenu trop coûteux. »

Perte de soutien logistique et de formation

Les coupes dans les services partagés ont encore affaibli la sécurité des déplacements, en particulier la réduction des vols UNHAS, ce qui a entraîné une plus grande dépendance à l'égard des déplacements routiers et des risques de sécurité accrus qui en découlent. La réduction des routes aériennes internationales constitue un obstacle encore plus important à la présence opérationnelle de l'aide humanitaire. Au Yémen, par exemple, les vols directs entre Aden et Amman sont passés de 14 par mois en décembre de l'année dernière à 6, tandis que la liaison Aden-Addis-Abeba a été réduite de 28 à aucun vol à partir de juillet 2025, rompant ainsi une liaison importante pour le personnel d'Afrique de l'Est.

La programmation de la protection des groupes vulnérables dans les contextes de crise, déjà chroniquement sous-financée, a été l'une des premières victimes des récentes coupes budgétaires. Au Soudan, le réseau de salles d'intervention d'urgence, qui disposait d'équipes de protection dans chaque État et d'une équipe de protection des femmes pour les survivants de violences sexuelles et basées sur le genre, a vu son financement par l'USAID et d'autres donateurs disparaître. De nombreuses personnes interrogées ont cité la protection, ainsi que la formation spécialisée en présentiel et les conseillers en matière de stress, comme étant « les premières à être supprimées ». L'un d'entre eux a déclaré : « Je m'inquiète des effets psychologiques, du bien-être du personnel à l'avenir et du fait que le personnel pourrait être moins résistant au stress, ce qui pourrait conduire à des erreurs. » Le stress, l'épuisement professionnel et les traumatismes - fréquents dans le travail de réponse humanitaire - sont bien connus pour avoir un effet sur la sûreté du personnel ainsi que sur son bien-être général⁵

La formation est essentielle à la gestion des risques de sécurité et, bien que de nombreuses organisations aient considérablement augmenté l'utilisation de modules vidéo à distance, la formation en personne par un instructeur qualifié reste préférable.

Dans les organisations où la plupart des membres du personnel ont déjà reçu une formation en matière de sûreté, l'impact est actuellement moins perceptible, mais il augmentera au fil du temps et au fur et à mesure que la formation deviendra moins accessible au personnel.

La participation à des cours essentiels, tels que le programme Safe and Secure Approaches in Field Environments des Nations unies (UN SSAFE- sécurité et sûreté en mission), a fortement diminué et le cadre formé se réduit à mesure que le personnel part et n'est pas remplacé.

Perte de la capacité d'analyse

Si certaines grandes organisations disposent d'une capacité interne de suivi des tendances en matière d'incidents de sûreté locaux pour l'analyse des risques, beaucoup d'autres dépendent de services de soutien externes pour cette capacité, tels que l'Organisation internationale de sécurité des ONG (INSO), l'Appel de Genève (Geneva Call), et les bureaux de sécurité de liaison avec les partenaires de l'USAID (PLSOs). Depuis la suppression du financement de l'USAID, le réseau PLSO a perdu environ 80 % de sa capacité, la plupart des agents étant réduits à des tâches de clôture et seuls 4 pays continuant à fournir des services de sûreté et des rapports complets, sans aucune garantie que cela se poursuive. INSO a également dû fermer certains bureaux sur le terrain et réduire ses services, notamment en matière de formation, ce qui a été durement ressenti par les ONG dans de nombreux contextes.⁶ L'Appel de Genève a été contraint de réduire ses opérations, ses activités et sa présence sur le terrain dans plusieurs contextes où il avait engagé les groupes armés dans le domaine des normes humanitaires.

Un fonctionnaire de l'ONU en Colombie a fait remarquer que : « Moins de personnel de sûreté signifie une capacité réduite à effectuer une analyse détaillée des régions [infranationales]. » Ce dernier a souligné que ce type de connaissances locales approfondies – acquises grâce à des contacts soutenus avec les communautés, les forces armées et d'autres acteurs – est vital. Selon eux, l'impact le plus important des réductions de financement pourrait résider dans l'érosion de la compréhension granulaire et spécifique des zones, qui est cruciale à la fois pour une sûreté efficace et pour un accès et une acceptation significatifs.

Effets d'accès

Dans de nombreux contextes, selon les personnes interrogées, les acteurs humanitaires internationaux ne poursuivent plus de stratégies d'accès qui cherchent activement à étendre leur portée aux zones où les besoins sont les plus aigus. Au lieu de cela, ils ont décidé de donner la priorité aux zones où les difficultés opérationnelles sont moindres et où les agences sont déjà établies. Cela devrait devenir la norme pour les organisations internationales, car les capacités et le personnel de gestion des risques de sécurité sont supprimés dans le cadre des mesures de réduction des coûts.

Les organisations locales, qui sont depuis longtemps les premiers intervenants dans les zones les plus difficiles d'accès, travailleront de plus en plus seules et seront les plus exposées aux risques de sécurité – une tendance qui se reflète déjà dans les données relatives aux incidents de sûreté pour 2024.

⁵ Chapitre 5.4, Soins au personnel. (2025). Dans Fairbanks, A. et Stoddard, A. (Eds.), *Gestion des risques de sécurité humanitaire, Bonne pratique révision n° 8* (troisième édition), pp. 291-314. Réseau de pratique humanitaire (Institut du développement outre-mer). https://odihpn.org/wp-content/uploads/2025/06/GPR8_web_June2025.pdf

⁶ International NGO Safety Organisation. (10 février 2025). *Impact de la suspension du financement de l'USAID*. <https://ngosafety.org/latest/impact-of-the-suspension-of-usaid-funding/>

De nouvelles menaces pour la sûreté et une crise d'acceptation à la suite de la suppression du financement

La forte réduction des programmes humanitaires à la suite de la suppression des fonds a modifié le paysage de sûreté pour les agences d'aide, exposant de nouvelles vulnérabilités et amplifiant les vulnérabilités existantes. Dans de nombreux contextes, le retrait brutal des services a suscité le ressentiment des personnes touchées, tandis que la réduction des effectifs a accru l'exposition des organisations et du personnel restant. Cette dynamique est aggravée par l'érosion de l'acceptation - due en partie à des récits préjudiciables, à la désinformation - qui façonnent de plus en plus la perception des menaces et les comportements à l'égard des acteurs de l'aide.

3.1 Tensions croissantes à la suite de fermetures brutales et de la perte de services vitaux

Les données provisoires pour 2025 comprennent un petit nombre d'incidents de sûreté majeurs avec la preuve qu'ils sont directement liés à la fermeture de programmes ou à la réduction d'effectifs en raison de la suppression de financement. Le nombre réel est probablement plus élevé ; de nombreuses organisations locales ne sont pas disposées à signaler de tels incidents, et d'autres n'entrent pas dans les critères d'inclusion de l'AWSO parce qu'aucun travailleur humanitaire n'a été tué, gravement blessé, ou enlevé/détenu pendant plus de 24 heures. D'autres collecteurs de données et personnes interrogées ont parlé d'agressions, de vols de véhicules, d'effractions, de manifestations et d'autres actes souvent attribués à d'anciens employés mécontents ou à des membres de la communauté lésés - dont certains seulement ont fait l'objet d'un rapport officiel.

Les personnes interrogées ont décrit toute une série de points chauds : le personnel licencié organisant des manifestations ou des confrontations dans les bureaux, des effractions présumées par d'anciens employés, des vendeurs exigeant un paiement sous la menace d'une arme et des patients séropositifs désespérés protestant après l'arrêt de leurs services de santé. Dans les zones rurales, la confusion et la désinformation concernant les réductions de financement ont alimenté les soupçons des communautés selon lesquels les agences d'aide "gaspillent" ou volent de l'argent. Les groupes armés ont exploité ces griefs - en particulier dans l'extrême nord-ouest et le nord-est du Soudan - pour bloquer l'accès et consolider leur contrôle. Les ONG nationales ont souligné que le recul de leur présence affaiblit la « protection mutuelle », qui découle d'un engagement soutenu, exposant ainsi davantage les communautés et les humanitaires.

Les effets s'étendent au-delà des incidents de sûreté directs. Dans certains contextes, l'arrêt brusque de projets - tels que les services de protection, l'accompagnement et la sensibilisation communautaire - a fait disparaître des facteurs de stabilisation essentiels. La fermeture des sites de distribution d'aide humanitaire dans les zones reculées du Nigeria a entraîné une augmentation des déplacements de population à la recherche de services, ce qui a permis à des acteurs armés non étatiques d'étendre les territoires qu'ils contrôlaient. Dans certaines régions du Sahel et de la République centrafricaine, les gouvernements ont alimenté la méfiance préexistante à l'égard des ONG internationales, et dans l'est de la RDC, certaines organisations ont pris des risques opérationnels plus élevés pour obtenir des financements limités, dépassant leurs seuils de risque acceptables sous la pression des bailleurs de fonds qui leur demandent de « faire plus avec moins ».

3.2. La perte d'acceptation, amplifiée par la désinformation

La crise du financement a diminué la capacité opérationnelle et elle a également alimenté une crise d'acceptation dans de nombreux contextes. Les récits nuisibles qui existent depuis longtemps, qui décrivent les organisations d'aide comme des organismes contrôlés par l'étranger, politiquement motivés ou même alignés à des belligérants, se sont amplifiés et dans certains cas, ont été délibérément instrumentalisés.⁷ Insecurity Insight a analysé les opinions concernant le Sahel et la RDC sur les réseaux sociaux et a constaté que la crise a été utilisée pour renforcer les revendications déjà existantes qui estiment que l'assistance

⁷ Aperçu de l'insécurité. (9 avril 2025). « Toutes les ONG sont là pour approvisionner les terroristes » : Le détournement d'un camion d'une ONG suscite la controverse. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel. https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/04/5.-Tracking-Aid-Narratives-on-Social-Media_-Emerging-Trends-in-the-Sahel-.pdf

humanitaire est un outil de contrôle de l'Ouest ou une forme de « colonialisme ». Elle a également été utilisée pour perpétuer les accusations selon lesquelles les organisations soutiennent les groupes terroristes.⁸ Selon Insecurity Insight, ces récits circulent souvent dans des environnements politisés. Ainsi, il est difficile de distinguer les croyances tenues organiquement et le contenu fabriqué amplifié par les influenceurs ou les acteurs politiques.

Les déclarations péjoratives des membres du gouvernement des États-Unis d'Amérique ont été utilisées par les autorités locales et d'autres groupes suspicieux ou hostiles envers les aides internationales, et ont été répétées dans des actes de harcèlement, décrit par les personnes interrogées. Selon un ancien responsable de l'USAID, un fonctionnaire hostile aurait déclaré à un représentant de l'aide humanitaire : « Si votre président dit que vous êtes un criminel, pourquoi ne devrais-je pas vous arrêter immédiatement ? »

Au Soudan, au Yémen et dans certaines régions du Sahel, la désinformation au niveau communautaire a entraîné des hostilités et des refus d'accès. Les résidents, qui ignorent le contexte du financement externe, supposent parfois que les travailleurs humanitaires détournent ou retiennent les ressources. Les groupes armés ont exploité ces préjugés pour entraver les opérations et consolider leur contrôle, en particulier dans les zones rurales contestées.

Les réseaux sociaux sont devenus un vecteur clé de la désinformation et de la désinformation concernant les acteurs humanitaires. Dans un incident survenu en RDC et documenté par Insecurity Insight, un appareil de radiographie volé est apparu en ligne, accompagné de fausses allégations selon lesquelles l'agence l'aurait fourni à un groupe armé. Bien que la causalité soit difficile à prouver, le travailleur humanitaire tué plus tard dans la région a été décrit, dans des commentaires en ligne, comme ayant « bien mérité son sort ». Des attaques en ligne similaires ont notamment pris la forme de campagnes de dénigrement contre certaines organisations et de moqueries à l'encontre des travailleurs humanitaires licenciés, accusés de se livrer à des activités « woke » ou non essentielles.

Face à ces pressions, de nombreuses organisations choisissent de ne pas répondre publiquement, craignant une exposition supplémentaire. Cependant, comme le souligne Insecurity Insight, ce silence peut laisser le champ libre à des récits hostiles et rendre plus difficile la reconquête de l'espace humanitaire une fois perdu. Pour aggraver le problème, les communications publiques ont souvent recours à un langage trop diplomatique ou vague, que le public peut percevoir comme évasif. Les personnes interrogées ont souligné qu'il était essentiel de diffuser des messages plus clairs et plus précis, associés à un engagement direct de la communauté, afin de lutter contre la désinformation et de maintenir l'acceptation dans un environnement opérationnel de plus en plus contesté.⁹

3.3 Perte de données et « déprofessionnalisation »

Pendant des années, l'USAID a été l'un des plus importants investisseurs dans la collecte de données humanitaires, finançant un large éventail de systèmes qui soutiennent les interventions en cas de crise – depuis l'alerte précoce contre la famine et la surveillance de la santé publique jusqu'au suivi des déplacements, aux évaluations des besoins et à l'analyse de la sécurité opérationnelle. Ces systèmes sont devenus de plus en plus interdépendants, conçus pour partager des informations et éviter la duplication des activités. Par conséquent, le retrait soudain du financement de l'USAID au début de l'année 2025 a non seulement compromis les flux de données individuels, mais a également mis en évidence la vulnérabilité du secteur face à un effondrement en cascade, où la perte d'un flux compromet l'efficacité des autres dans l'orientation des décisions, l'allocation des ressources et la prévision des risques.¹⁰

En ce qui concerne la sûreté des travailleurs humanitaires, avant janvier 2025, tous les grands collecteurs de données sur les incidents de sûreté dans le monde ont bénéficié d'un financement ou d'une assistance technique de la part de l'USAID. L'ampleur des effets du retrait des financements pour les données reste à déterminer, mais ce retrait a commencé à entraîner la fermeture d'organisations qui ont servi pendant des années de sources principales pour le signalement des incidents dans des contextes non sécurisés. Les

⁸ Voir : Insecurity Insight. (16 juillet 2025). « Bon débarras » : Renouveau du sentiment anti-USAID au Mali à la suite des annonces de fermeture. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel. <https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/07/15.-Tracking-Aid-Narratives-on-Social-Media.-Emerging-Trends-in-the-Sahel-1.pdf> ; et Insecurity Insight. (9 juillet 2025.) « Le gouvernement a pris une très bonne décision » : La suspension d'une ONG suscite un soutien croissant sur Internet au Burkina Faso. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel. <https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/07/14.-Tracking-Aid-Narratives-on-Social-Media.-Emerging-Trends-in-the-Sahel-.pdf>

⁹ Voir : Chapitre 6.2, La sûreté dans un monde numérique (2025). Dans Fairbanks, A. et Stoddard, A. (éds.), Humanitarian security risk management, *Good Practice Review No. 8* (troisième édition), pp. 358-382. Réseau de pratique humanitaire (Institut de développement d'outre-mer). https://odihpn.org/wp-content/uploads/2025/06/GPR8_web_June2025.pdf

¹⁰ Stoddard, A., Waldman, R., Nissen, L.P. et Spiegel, P.B. (10 mars 2025). Les flux de données qui sous-tendent la réponse humanitaire sont sur le point de s'effondrer. The New Humanitarian. <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2025/03/10/data-streams-underpin-humanitarian-response-are-about-collapse>

¹¹ Breckenridge, M.-J. (à paraître). Les données dans l'espace humanitaire. Dans Plowright, W. et Dube, N. (éds.). *Le compagnon de l'action humanitaire*, 2e édition. Routledge, New York.

organisations humanitaires tierces qui produisent des analyses destinées à éclairer les décideurs sont les plus exposées au risque de fermeture, dans la mesure où les autres donateurs s'efforcent de déterminer ce qui peut être sauvé⁴¹. Si certains programmes initialement privés de financement, tels que FEWS NET, ont obtenu un soutien alternatif, l'ampleur du rôle joué auparavant par l'USAID rend peu probable la survie de tous les flux de données de sûreté.

La déprofessionnalisation

La contraction du secteur a donné lieu à des tendances de déprofessionnalisation dans de nombreux domaines, y compris la gestion des risques de sécurité. À mesure que les prestataires de services de soutien tels que l'INSO réduisent leurs activités et que les organisations perdent leur capacité de formation interne en matière de sûreté, les forums de coordination de certains pays commencent à mettre en commun leurs ressources et à gérer leurs propres fonctions de sûreté ad hoc. Si cette démarche témoigne d'un esprit d'initiative et de solidarité, elle marque également un retour à des pratiques fragmentées et incohérentes et risque d'entraîner la perte des connaissances institutionnelles accumulées au fil des ans.

Les organisations ont accordé la priorité au maintien de leur présence sur le terrain en supprimant d'abord les postes au niveau d'usier et des régions, mais cela a tout de même entraîné la perte de postes liés à la sûreté dans les pays, notamment ceux de formateurs et de « formation des formateurs ». Un cadre supérieur d'une ONG a fait remarquer que la mobilité du personnel – qui devrait idéalement être un échange équilibré entre les organisations – s'est transformée en un flux à sens unique hors des ONG, les praticiens expérimentés partant vers des agences des Nations Unies mieux dotées en ressources ou, de plus en plus, vers le secteur privé.

Plusieurs personnes interrogées ont mentionné le départ de spécialistes de haut niveau en sûreté vers le secteur bancaire et d'autres entreprises, motivé par le besoin de stabilité professionnelle. Cette fuite des cerveaux, associée à la perte de postes dans le domaine de la sûreté, non seulement compromet la sécurité opérationnelle, mais réduit également à néant plus d'une décennie d'efforts visant à professionnaliser la sûreté humanitaire.

4

Adaptations et nouvelles activités diplomatiques prometteuses

Dans un contexte de réduction des financements, les organisations humanitaires ont procédé à toute une série d'adaptations pour maintenir leurs opérations et gérer les risques de sécurité avec moins de ressources. Certains changements étaient déjà envisagés avant la crise financière, mais l'urgence du contexte actuel a accéléré leur adoption.

La fusion des départements chargés de la sûreté et de l'accès – auparavant considérés comme des fonctions distinctes – est de plus en plus fréquente, les spécialistes de la sécurité étant désormais amenés à participer directement aux négociations et aux actions de sensibilisation. Les personnes interrogées ont fait remarquer que la gestion des risques de sécurité a toujours comporté des éléments de facilitation de l'accès, mais que le changement actuel offre l'occasion de rendre opérationnelle la fonction d'accès et de mieux l'intégrer aux fonctions de sûreté quotidiennes.

La mise en commun des ressources et la colocalisation apparaissent comme des mesures pratiques permettant de réduire les coûts. Au Burkina Faso, une organisation qui ne pouvait plus entretenir ses bureaux a proposé des locaux à d'autres, ce qui a permis à plusieurs organisations de partager désormais le même bâtiment. Des dispositions similaires sont prises au niveau de la capitale et des bureaux locaux, les organisations partageant des étages, mettant en commun leurs fonctions administratives et collaborant dans le domaine de l'analyse de la sûreté. Dans les contextes où les organisations ont perdu des postes de sûreté, les accords de soutien mutuel permettent de continuer à produire des évaluations des risques et des recommandations communes, même sans financement spécifique. Ces mesures ne sont pas sans contraintes – les réductions de personnel signifient que moins de personnes doivent gérer la même charge de travail – mais les personnes interrogées soulignent que cela a favorisé un sentiment de solidarité humanitaire dans plusieurs contextes.

Autre réponse à la crise du financement, certaines organisations recherchent des solutions technologiques pour augmenter leurs ressources humaines limitées et en tirer le meilleur parti. Comme l'explique une source, « Bien que nous ayons commencé à le faire avant que la crise financière ne frappe, elle a donné plus d'élan à la numérisation dans le domaine de la sûreté, afin de rendre les processus plus efficaces. » Les mesures comprennent l'intégration d'outils d'IA pour le contrôle de la qualité, tels que la vérification des incidents, ainsi que la génération de rapports pré-rédigés, ce qui permet aux gestionnaires de se concentrer sur des tâches plus prioritaires. Si l'IA peut jouer un rôle important dans le maintien de l'efficacité avec moins de ressources, certains responsables de la sûreté craignent également qu'elle puisse accélérer la déqualification du personnel et entraîner de nouvelles réductions d'effectifs.

La crise du financement a également mis en évidence la nécessité d'une approche plus stratégique de l'environnement de l'information en ligne. Pendant des années, les organisations d'aide humanitaire ont principalement utilisé les réseaux sociaux comme un outil de collecte de fonds et de relations publiques, et non comme un espace contesté essentiel à la défense des principes humanitaires et à leur acceptation. Comme l'a fait remarquer l'une des personnes interrogées, « Nous n'avons pas vu venir le monstre » sous la forme de récits hostiles et de campagnes de désinformation. La surveillance des réseaux sociaux et l'engagement proactif et fondé sur des principes – considérés comme une responsabilité collective plutôt que comme une recherche concurrentielle – sont désormais de plus en plus reconnus comme essentiels à la protection de l'espace humanitaire.

Dans le même temps, de nouveaux engagements diplomatiques et initiatives sur la protection des travailleurs humanitaires progressaient en 2024. Un groupe restreint, mais actif, d'États membres des Nations Unies va au-delà des simples déclarations d'inquiétude et fait pression pour que des mesures concrètes soient prises en matière de redevabilité. La résolution 2730 (2024) du Conseil de sécurité exhorte les États membres à mener des enquêtes indépendantes, rapides et efficaces sur les violations commises à l'encontre du personnel humanitaire et des Nations Unies, à poursuivre les responsables et à coopérer avec les cours et tribunaux compétents, dans le but de renforcer la prévention, de garantir la redevabilité et de répondre aux griefs des victimes. En outre, l'Australie prépare une déclaration ministérielle conjointe visant à consolider la volonté politique et à coordonner l'action des gouvernements partageant les mêmes idées, signalant ainsi leur volonté d'agir collectivement pour défendre les normes humanitaires¹². Si ces initiatives ne peuvent à elles seules inverser la tendance actuelle, elles offrent une plateforme potentielle pour exercer une pression politique soutenue et traduire le soutien rhétorique en protections tangibles.

¹² Australie, Jordanie, Suisse, Indonésie, Sierra Leone, Royaume-Uni, Japon, Brésil et Colombie. (23 septembre 2024). *Déclaration conjointe : Vers une nouvelle déclaration pour la protection du personnel humanitaire*. Ministère des Affaires étrangères du Japon. <https://www.mofa.go.jp/mofaj/files/100729453.pdf>

Conclusion : Les enjeux à venir

L'accès humanitaire, la sécurité opérationnelle et les ressources sont tous indissociables. C'est pourquoi les niveaux record de violence contre les travailleurs humanitaires en 2024, suivis par le gel sans précédent du financement des États-Unis d'Amérique en 2025, ont créé des crises qui se superposent : perte de services essentiels pour les communautés, risques accrus pour les travailleurs humanitaires et érosion des capacités professionnelles et des données qui sous-tendent des opérations sûres et fondées sur des principes.

Les données probantes recueillies montrent que les risques de sécurité découlant des réductions de programmes ne se limitent pas aux zones de conflit hautement médiatisées. Ils couvrent des contextes allant de Gaza à la Colombie, avec des incidents qui vont des manifestations communautaires aux attaques ciblées contre le personnel. Dans plusieurs cas, la réduction des effectifs a exposé les acteurs nationaux de l'aide humanitaire à des risques disproportionnés, tandis que la désinformation et les discours instrumentalisés ont encore davantage sapé l'acceptation de leur action.

Sans une action décisive de la part des donateurs et des acteurs diplomatiques, les tendances actuelles laissent présager un avenir où les opérations d'aide humanitaire seront plus rares, plus dangereuses et moins efficaces – précisément au moment où les besoins mondiaux et les risques de sécurité ne cessent d'augmenter. La préservation du droit humanitaire international et des normes de réponse aux crises fondées sur des principes nécessitera une volonté politique coordonnée, un engagement financier soutenu et un effort conscient pour inverser la tendance à la déprofessionnalisation. Cela pourrait notamment passer par la concentration des ressources humanitaires restantes entre les mains des acteurs locaux, qui sont les plus exposés aux dangers, et qui font face aux crises les plus graves dans le monde.

RÉFÉRENCES ET RESSOURCES CONNEXES

Australie, Jordanie, Suisse, Indonésie, Sierra Leone, Royaume-Uni, Japon, Brésil et Colombie. (23 septembre 2024). *Déclaration conjointe : Vers une nouvelle déclaration pour la protection du personnel humanitaire*. Ministère des Affaires étrangères du Japon. <https://www.mofa.go.jp/mofaj/files/100729453.pdf>

Breckenridge, M.-J. (à paraître). Les données dans l'espace humanitaire. Dans Plowright, W. et Dube, N. (éds.). *Le compagnon de l'action humanitaire*, 2e édition. Routledge, New York.

Fairbanks, A. et Stoddard, A. (éds.). (2025). Humanitarian security risk management. *Good Practice Review No. 8* (troisième édition). Réseau de pratique humanitaire (Institut de développement d'outre-mer). <https://humanitarianoutcomes.org/projects/humanitarian-security-risk-management-good-practice-review-8-3rd-edition>

Global Interagency Security Forum (GISF) et Humanitarian Outcomes. (2024). *État de la pratique : L'évolution de la gestion des risques de sécurité dans l'espace humanitaire*. https://humanitarianoutcomes.org/security_risk_mgmt_humanitarian_space_2024

Humanitarian Outcomes. (n.d.). *Base de données mondiale des organisations humanitaires*. Consulté le 8 août 2025 sur <https://humanitarianoutcomes.org/projects/gdho>

Humanitarian Outcomes. (n.d.). *Base de données sur la sécurité des travailleurs humanitaires* <https://www.aidworkersecurity.org/>

Conseil international des Agences bénévoles (ICVA). (2025). *L'impact de la suspension du financement des États-Unis d'Amérique*. Résultats de l'enquête de l'ICVA. <https://www.icvanetwork.org/uploads/2025/02/Impact-of-US-Funding-Suspension-Survey-Results-ICVA.pdf>

Insecurity Insight. (9 avril 2025). « Toutes les ONG sont là pour approvisionner les terroristes » : Le détournement d'un camion d'une ONGI suscite la controverse. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel. https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/04/5.-Tracking-Aid-Narratives-on-Social-Media_-Emerging-Trends-in-the-Sahel-.pdf

Insecurity Insight. (9 juillet 2025.) « Le gouvernement a pris une très bonne décision » : La suspension d'une ONG suscite un soutien croissant sur Internet au Burkina Faso. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel. https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/07/14.-Tracking-Aid-Narratives-on-Social-Media_-Emerging-Trends-in-the-Sahel-.pdf

Insecurity Insight. (16 juillet 2025). « Bon débarras » : Renouveau du sentiment anti-USAID au Mali à la suite des annonces de fermeture. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel. https://insecurityinsight.org/wp-content/uploads/2025/07/15.-Tracking-Aid-Narratives-on-Social-Media_-Emerging-Trends-in-the-Sahel-1.pdf

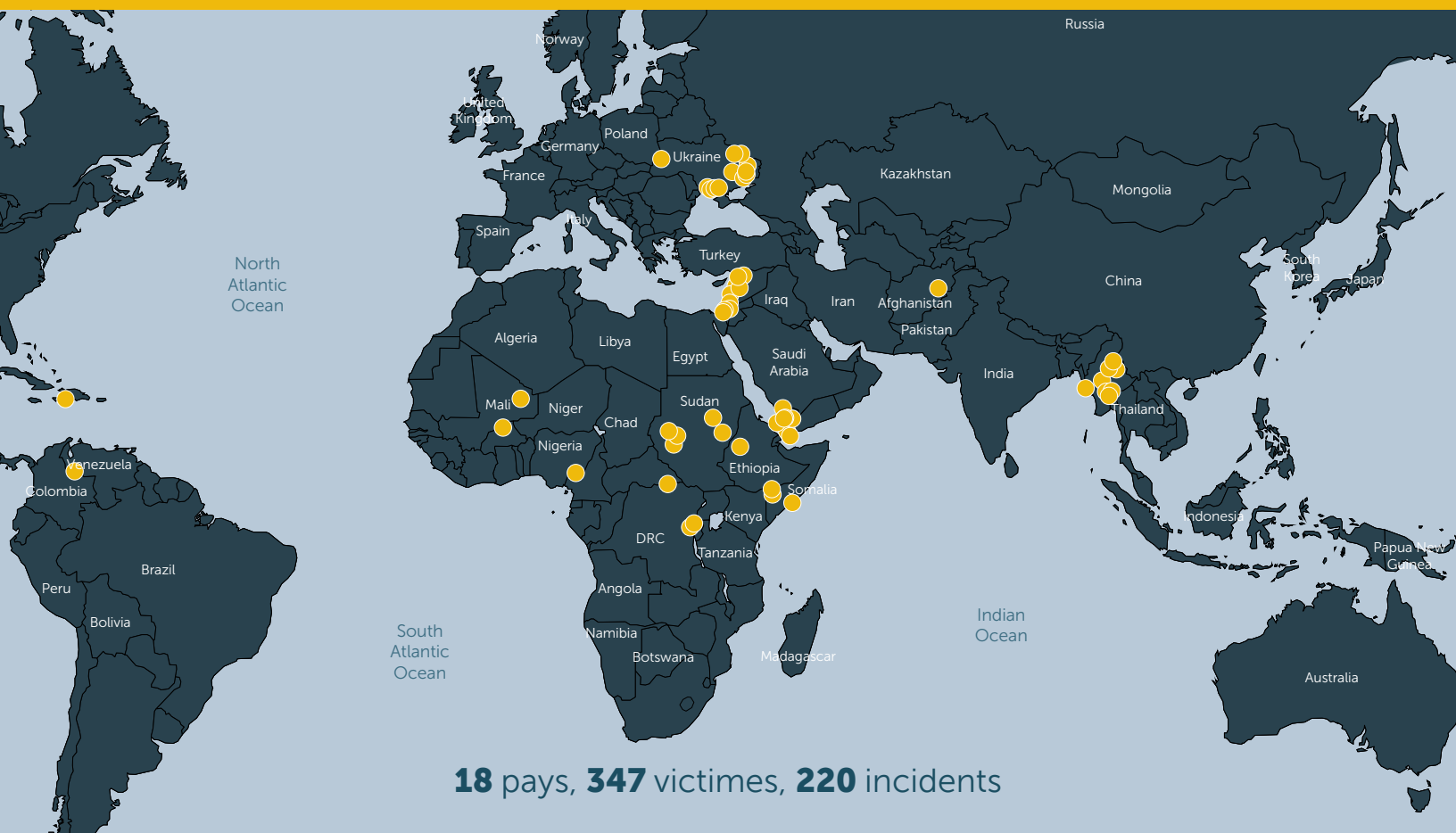
International NGO Safety Organisation (INSO). (10 février 2025). *Impact de la suspension du financement de l'USAID*. <https://ngosafety.org/latest/impact-of-the-suspension-of-usaid-funding/>

Loy, I. (6 mars 2025). *Pourquoi les ONG réduisent-elles leur personnel plus rapidement que les Nations Unies ?* The New Humanitarian. <https://www.thenewhumanitarian.org/newsletter/2025/03/06/inklings-why-are-ngos-cutting-staff-faster-un>

Stoddard, A., Waldman, R., Nissen, L.P., et Spiegel, P.B. (10 mars 2025). *Les flux de données qui sous-tendent la réponse humanitaire sont sur le point de s'effondrer*. The New Humanitarian. <https://www.thenewhumanitarian.org/opinion/2025/03/10/data-streams-underpin-humanitarian-response-are-about-collapse>

Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires. (OCHA). *Service de surveillance financière*. <https://fts.unocha.org/>

Conseil de sécurité des Nations Unies. (31 mai 2024). *Résolution 2730 (2024) sur la sûreté et la sécurité du personnel des Nations Unies et du personnel humanitaire*. Rapport du Conseil de sécurité. <https://www.un.org/en/un-department-safety-and-security/security-council-adopts-resolution-safety-and-security>



Équipe de recherche :

Meriah-Jo Breckenridge

Mariana Duque-Díez

Monica Czwarno

Abby Stoddard

Août 2025

Humanitarian Outcomes

www.humanitarianoutcomes.org

www.aidworkersecurity.org